



Déclaration Liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CSA Départemental du

01 Avril 2026

La semaine dernière nous avons assisté à l'installation des conseils municipaux nouvellement élus ou réélus dans les communes de notre département. C'est avec une profonde inquiétude que nous voyons l'extrême droite s'installer dans plusieurs municipalités dans le Var comme à La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-plages, La Valette-du-Var, Roquebrune sur Argens Signes ou encore Salernes. Nous appelons à la vigilance de l'institution afin de ne rien céder à la gestion de ces dizaines d'écoles désormais gérées par ces mairies brunes.

Il est de notre responsabilité de veiller à ce que le programme EVAR puisse être enseigné sans entraves, que la laïcité ne soit pas instrumentalisée à des fins xénophobes, que les enseignements restent protégés de toute tentative d'influence de la part des conseils municipaux ou d'associations de parents noyautées par des organisations d'extrême droite. Au cours des prochains mois, à l'horizon des élections présidentielles, il n'y a pas à douter que l'Ecole va être un thème de campagne sur lequel vont s'affronter différentes visions politiques. Nous devons tous veiller à ce qu'elle reste un sanctuaire inviolable.

La journée de mobilisation d'hier est la traduction du ras-le-bol et de la colère des personnels de l'éducation face à la suppression annoncée de 3 256 postes d'enseignants à la rentrée 2026, dont 1 891 dans le premier degré et 1 365 dans le second. Le gouvernement pratique la saignée budgétaire comme les médecins chez Molière finissent par affaiblir leur patient au point de le tuer à petit feu. L'argument fallacieux de la baisse démographique sur lequel s'appuie le ministre de l'Éducation nationale ne peut nous convaincre, même s'il tente péniblement de minimiser ces coupes budgétaires en prétendant qu'il aurait pu supprimer 8 000 à 9 000 postes s'il avait strictement suivi la courbe démographique, mais que, grand prince, il a fait le choix de limiter la casse.

Cela sonne comme une provocation à l'encontre du corps enseignant, qui devrait, en plus, dire merci de se voir ainsi plumer. Demander, comme nous le faisons, le maintien de moyens constants pour bénéficier de ce creux démographique et, ainsi, réduire le nombre d'élèves par classe est une mesure de bon sens, loin de la caricature du "toujours plus ; jamais contents" qui colle à la peau des organisations syndicales progressistes.

Nous voulons aussi mettre en garde contre le budget 2027, puisque de telles annonces du Ministre ne font que préparer les esprits à l'acceptation du pire. Comme ses prédécesseurs, Edouard Jeffrey démentelle le service public de l'Education avec la morgue d'un conseiller

funéraire sans que son activité d'influenceur Instagram et TikTok ne nous trompe sur le but qu'il poursuit.

L'économie de guerre et les politiques libérables orchestrent sciemment une crise économique et sociale afin de servir les intérêts du grand capital au détriment de l'avenir de notre jeunesse. Plus d'élèves par classe, ce sont indubitablement des conditions d'enseignement dégradées pour les élèves et pour leurs enseignants, quel que soit leur niveau. Rappelons au passage que c'est la France qui, en UE, compte le plus grand nombre d'élèves par classe, et ce dès l'école élémentaire. Comment par la suite prendre au sérieux le mauvais classement Pisa de la France, puisque l'on crée sciemment les conditions de l'échec d'une partie de notre jeunesse ? Les gesticulations ministérielles en tous genres : dispositifs et autres plans d'urgence ne répondent en rien à cette dégradation scandaleuse du service public d'Education. Tant que des postes d'enseignants seront fermés, tant que le nombre d'élèves par classe augmentera, tant que les remplacements ne seront pas effectués faute de remplaçants et de volonté politique, le gouvernement continuera d'enfoncer la plus grande partie des élèves, et poussera l'autre, la plus aisée, vers l'enseignement privé, car c'est bien là, à terme, le but qu'il poursuit.

La dégradation de nos conditions de travail explique à elle seule la crise des vocations et le mal-être enseignant. Le nombre important d'arrêts maladie n'est pas dû à de la fainéantise ou de la bobologie ordinaire mais à une détresse psychologique bien réelle. De plus, nous apprenons, une fois n'est pas coutume, par voie de presse, que le gouvernement devrait présenter d'ici la semaine prochaine de nouvelles mesures destinées à réguler les dépenses relatives aux arrêts de travail et plus particulièrement ceux de longue durée... sans pour cela chercher à comprendre la cause de ces arrêts !

Beaucoup de nos collègues souffrent en silence de ne pas pouvoir faire ce qu'il faudrait pour répondre aux besoins de chaque élève, dans une société où l'on demande de plus en plus de choses à l'Ecole. Nous refusons que la seule réponse apportée à la problématique de l'inclusion soit celle de la gestion de la pénurie causée par le manque de recrutement. Nous rappelons le rôle fondamental joué par nos collègues AESH afin que chaque enfant dans le champ du handicap puisse avoir accès à une scolarité adaptée. Nous dénonçons par là-même, le mépris avec lequel ce métier émergent est traité par l'institution et militons pour la reconnaissance de leur engagement et la création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B. Le gouvernement se dit aujourd'hui prêt à ouvrir des négociations autour de cette question. C'est la première fois qu'une telle annonce est faite, c'est la raison pour laquelle nous devons maintenir la pression pour gagner ce statut.

A l'image de ce constat général, le département du var ne fait pas exception. Pire encore il n'en finit pas d'être cantonné aux dernières places des classements en terme de taux d'encadrement. Mais comment pourrait il en être autrement avec une dotation cette année négative de -5 postes ...

Certes, si l'on regarde en détail les documents de travail, dont nous soulignons comme chaque année la qualité, l'on s'aperçoit que le P/E (nombre de postes pour 100 élèves) du département s'accroît puisque de 5,81 il passe à 5,89 mais cela ne représente qu'une augmentation de 1.37 %

C'est loin d'être suffisant pour rattraper le P/E moyen national qui lui passe de 6,15 à 6,23 soit la même évolution que le Var + 0,08 points.

A la CGT nous ne sommes pas pour la répartition de la pénurie, hors de question de déshabiller Pierre pour habiller Paul en prenant des moyens à d'autres départements. Nous demandons au contraire depuis des années un vaste plan d'urgence avec de vrais moyens pour notre Ecole Publique dont on n'a cessé de dire qu'il s'agissait d'une priorité nationale.

Par contre à la CGT nous sommes aussi contre l'injustice et il n'est pas acceptable que le département du Var soit toujours aussi mal traité année après année. Alors nous nous posons des questions, où sont donc passés ces moyens supplémentaires que soi disant Mme la Rectrice a obtenu de haute lutte auprès du ministère ? En tout cas ils ne sont pas dans le remplacement car encore une fois aucune création de poste n'a été prévue, alors que pour la CGT il en manque près de 150. Ils ne sont pas non plus dans le RASED, où là également il n'y aura aucun poste de créé comme l'an dernier d'ailleurs...

C'est pourquoi nous terminerons en vous demandant a minima de ne pas fermer de classes cette année dans notre département et de demander au ministère une rallonge budgétaire pour le Var afin de pouvoir financer les ouvertures partout où cela sera nécessaire.